

**Décision n° 2018-0393**  
**du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 27 mars 2018**  
**autorisant diverses entités à utiliser des fréquences assignées**  
**pour leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile**

Le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 41 à L. 43, R. 20-44-5 à R. 20-44-11 et D. 406-5 à D. 406-17 ;

Vu le décret du 13 octobre 1994 relatif aux radiocommunications intéressant la circulation des aéronefs ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2017 relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2017-0383 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 21 mars 2017 modifiant la décision n° 2015-1160 portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 1<sup>er</sup> mars 2017 modifiée portant délégation de signature ;

Vu les demandes présentées par les entités mentionnées dans l'annexe à la présente décision, incluant l'accord de la direction générale de l'aviation civile pour l'utilisation des fréquences concernées ;

**Décide :**

**Article 1.** Les entités citées dans l'annexe à la présente décision sont autorisées à utiliser les fréquences qui y sont mentionnées, pour l'exploitation de leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile, dans les conditions précisées dans la présente décision et son annexe.

- Article 2.** La présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est attribuée à compter de la date de la présente décision jusqu'au 31 décembre 2023.
- Article 3.** Au moins quatre mois avant la date de son expiration, seront notifiés aux titulaires les conditions de leur renouvellement ou les motifs d'un éventuel refus de renouvellement.
- Article 4.** La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des liaisons, notamment de l'accord mentionné à l'article R. 20-44-11 (5°) du CPCE, ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R. 20-44-11 (8°) du CPCE.
- Article 5.** Les titulaires de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques sont assujettis au paiement des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion, selon les modalités fixées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié susvisé.
- Article 6.** Le directeur Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée aux titulaires.

Fait à Paris, le 27 mars 2018,

Pour le Président et par délégation

Rémi STEFANINI  
Directeur Mobile et Innovation

**Annexe à la décision n° 2018-0393**  
**du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 27 mars 2017**

Autorisation d'utilisation de fréquences assignées pour les réseaux radioélectriques indépendants

Création

Autorisation jusqu'au 31/12/2023

Dossier	Titulaire	Utilisation	Frq
201800283	KEOLIS BESANCON MOBILITES	25 BESANCON	10 VHF
201800285	FIDUCIAL SECURITE	26 VALENCE	2 UHF
201800286	COTELLE SA	69 RILLIEUX LA PAPE	1 UHF
201800289	SAS LES RECYCLEURS BRETONS	29 GUIPAVAS	1 UHF
201800290	ONYX MEDITERRANEE	83 PUGET SUR ARGENS	1 UHF
201800291	ECOMAT	14 DEAUVILLE	1 UHF
201800293	CELA SIRENA	14 CARPIQUET	1 UHF
201800296	MAIN SECURITE	13 MARSEILLE	1 UHF
201800297	AGENCE EUROPE SECURITE SAS	83 PUGET SUR ARGENS	1 UHF
201800298	IFCV	92 LEVALLOIS PERRET	1 UHF
201800299	APR ALPES	73 NOTRE DAME DES MILLIERES	1 VHF
201800300	EURL MAS SECURITE PRIVEE	58 COSNE COURS SUR LOIRE	1 UHF*
201800302	CORNI SECTION MONTAGNE	69 VENISSIEUX	1 VHF*
201800304	ECOMAT	49 CHAZE HENRY	1 UHF
201800306	EIFFAGE CONSTRUCTION HABITAT	91 GIF SUR YVETTE	2 UHF
201800307	EIFFAGE CONSTRUCTION	94 ST MANDE	1 UHF
201800308	GCC SAS	69 LYON	1 UHF
201800309	STE GARDIENNAGE D'INTERVENTION	37 TOURS	1 UHF
201800310	VIA CONNECT LE BOULOU	66 LE BOULOU	3 UHF
201800311	CHALLANCIN PREVENTION SECURITE	78 CHATOU	2 UHF

\* : les fréquences marquées d'un astérisque sont attribuées en partage et sans garantie de protection, pour une utilisation de façon localisée autour d'un site dont l'emplacement peut varier dans le temps

Dossier	Titulaire	Utilisation	Frq
201800312	AD RADIOCOMS	38 MONTBONNOT ST MARTIN	1 VHF*

\* : les fréquences marquées d'un astérisque sont attribuées en partage et sans garantie de protection, pour une utilisation de façon localisée autour d'un site dont l'emplacement peut varier dans le temps